

ad 4801 v. 95

A IV

Londres le . . . Avril 1895.

F. O.

Monsieur le Comte,

En me référant à la note que V. S. a bien voulu m'adresser en date du 6 février dr. j'ai maintenant l'honneur de Lui soumettre les vues de mon Gouvernement concernant les nouvelles propositions du Gouvernement Britannique quant au traité d'extradition à conclure entre la Grande Bretagne et les Pays Bas.

Le Gouvernement Néerlandais accepte l'Article II n° 1 avec les dernières modifications et l'addition indiquée en encre rouge.

Vu l'esprit de l'article 9 de la Loi Néerlandaise sur l'extradition conçu dans les termes :
„ à la demande du pouvoir dans
„ l'Etat étranger compétent à faire
„ l'arrestation provisoire „ les mots de l'Article I second alinéa :
„ or able to state that a warrant
„ has been issued „ ne peuvent être admis.

Il n'y a pas d'objection ^{au} contre le dernier alinéa de cet article ni ^{en plus du} contre le terme : „ minister „ of State „, dans l'Article XII n° 4, pourvu qu'il se traduise

~~L. ~~W. M. M.~~ m. m.~~

Ministère des Affaires Étrangères

~~et de la Justice~~
~~et de la Justice~~

en hollandais par : ~~Statenminister~~ par „ Ministre d'Etat „



Mon Gouvernement propose de lire
l'Article XIII comme suit: „ Quand
le fugitif „ l'individu est arrêté dans les Pays-
„ Bas, l'Officier de justice requerra
„ dans les trois jours après l'arrestation,
„ et, si celle-ci n'a pas eu lieu, ou ~~et~~
bien qu'elle ait ~~deja~~ eu lieu avant la demande
„ d'extradition, dans les trois jours
„ après en avoir reçu l'ordre, que la
„ personne réclamée soit ^{interrogée} ~~entendue~~
„ par le tribunal et que celui-ci
„ émette son avis sur la concession
„ ou le refus de l'extradition.

? l'admission

„ Dans les quatorze jours après
l'interrogatoire, „ l'audition, le Tribunal enverra
„ son avis et la décision, avec ~~les~~
„ pièces relatives à la cause, au
„ Ministre de la Justice.

? le dossier de l'affaire

„ L'extradition ne sera accordée
„ que sur la production de l'original
„ ou d'une copie authentique soit
„ d'un jugement de condamnation,
„ soit d'une ordonnance de mise
„ en accusation, soit d'une
„ ~~Ordonnance de mise en prévention~~
„ avec mandat d'arrêt, soit d'un
„ mandat d'arrêt, délivré dans les
„ formes prescrites par la législation
„ Britannique et indiquant
„ suffisamment le fait dont il
„ s'agit, pour mettre le Gouverne-
„ ment Néerlandais à même
„ de juger s'il constitue, d'après
„ le Code Pénal Néerlandais, un
„ Cas prévu par le présent traité,

? la loi
Néerlandaise

ou de renvoi devant la
justice répressive

ainsi que „ et indiquant également la disposition
„ pénale qui lui est applicable.

„ Ces documents devront
„ être légalisés par un des Ministres
„ Britanniques et par le Ministre
„ de la Grande Bretagne à La Haye.”

La proposition Néerlandaise
Concernant les Colonies a été
insérée dans l'Article XVIII ~~et~~
sans l'addition ~~dehors~~ des mots: „ for the
„ purposes of this Article” et mon
Gouvernement n'a pas d'objection
contre cette modification.

Les autres remarques à
propos de cet Article semblent
être ^{basées} ~~fondées~~ en majeure partie sur
un malentendu. Les Seychelles et
Mauritius appartiennent tout
autant à l'Afrique et les Indes
Occidentales à l'Amérique, que
p.e. la Grande Bretagne à l'Europe.

? assez bien

En outre ~~le même~~ l'extradition directe entre
Java et la Colonie du Cap peut
avoir lieu, comme les deux
Colonies sont situées dans la
partie du monde dont il est question
dans l'alinéa 2. Ceci est évident
quand on se rend compte du fait
que dans cet article il s'agit de
l'Afrique, où les Pays Bas ne
possèdent pas de Colonies. Tout
doute pourrait d'ailleurs être
écarté en lisant: „ situated

"in the part of the world comprehending
"Asia, Australia and South and
"East Africa".

Cependant, entre le Canada
et Java une extradition directe ne
peut avoir lieu, car notre législation
coloniale s'y oppose. Mais dans
la pratique, aucun inconvénient
sérieux ne semble pouvoir en
résulter, comme la demande
d'extradition suivra en tout cas
la route postale par l'Angleterre
et dans ce cas le détour par les
Pays-Bas n'occasionnera pas
un délai de quelque importance,
quand on le compare avec la
durée de tout le voyage. En outre
l'évasion du Canada à Java et
vice versa, n'est pas très probable
avec les moyens de transport
actuels.

Mon Gouvernement approuve
que les dispositions relatives
à la mise hors de vigueur du
présent traité et la mise en vigueur
du nouveau soient insérées
dans un article spécial XIX, ainsi
que la rédaction proposée.

En outre le Gouvernement
Néerlandais désirerait proposer
de lire la première phrase de
l'Article XX ainsi : "The present
"Treaty shall come into force
"four months after the exchange
"of the ratifications."

iets rookert, doch ook goed

f. rétroactivité

Je profite de cette occasion
pour faire observer à V.S. que
le cas de E. A. Witte, dont
l'extradition a dû être refusée
par le Gouvernement Néerlandais
au mois d'Octobre 1894, serait
seulement possible avec le
nouveau projet de traité, si
"embarrasement" (n° 7 de
l'Article II) est vraiment synonyme
de "verduistering" (~~détournement~~)
mentionné dans l'Article 321
du Code Pénal Néerlandais, de
sorte que le n° 7 devrait alors
être traduit par : "verduistering
of diefstal" (~~détournement ou vol~~) et
non pas le seul mot : "diefstal"
comme cela ~~est~~ ce qui a eu lieu sub 5
de l'Article 2 du ~~présent~~ traité.
actuellement en vigueur. Si de cette façon l'extradition
devenait possible pour chaque
espèce de "verduistering" (~~dé-~~
~~tournement~~) le n° 11 de l'Article
II pourrait être ^{supprimé} ~~omis~~ à moins
que la législation Britannique ne
s'y oppose.

Si au contraire : "embezzlement"
ne correspond pas à notre terme :
"verduistering", il serait désirable
d'omettre le mot "embezzlement",
mais alors les restrictions
personnelles de l'Article II

ce que notre
loi entend par

Tombe sous
l'application des
être en comme suit

T bien entendu,

à la même
signification
que le mot:

N° 11 du "draft" devraient
^{également}
aussi être omises, afin qu'un
cas comme celui de Witte
soit atteint par les stipulations
du Traité. Ce numéro devrait
alors s'écrire: "Fraud made
criminal by any law for
the time being in force".

En faisant cette proposition
on admet que "fraud" signifie
"verduistering".

En attendant les vues
du Gouvernement Britannique
sur ces différentes questions,
je saisis l'occasion —

M

